

AGRODEP Data Report 01

July 2014

Construction d'une matrice de comptabilité sociale avec des branches et produits agricoles désagrégés pour le Togo

Akoété Ega Agbodji

AGRODEP Data Reports are designed to document AGRODEP datasets. They are intended for use by AGRODEP members in order to understand technical aspects of the data. The Data Reports have been peer reviewed but have not been subject to a formal external peer review via IFPRI's Publications Review Committee; any opinions expressed are those of the author(s) and do not necessarily reflect the opinions of AGRODEP or of IFPRI.

Table of Contents

1. Introduction	4
1.1 <i>Le contexte de l'étude</i>	4
1.2 <i>La problématique de l'étude.....</i>	5
• Une Déclaration de Politique de Développement Agricole (DPDA).....	5
• Une Stratégie de Développement du secteur agricole (SDR).....	5
• La Note de Politique Agricole (NPA).....	5
• Le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA)...	5
1.3 <i>Les objectifs de l'étude</i>	6
2. Synthèse de l'approche méthodologique	6
2.1 <i>Méthodologie de construction de la macro-MCS.....</i>	6
2.1.1 Définition du cadre conceptuel.....	7
2.1.2 Etapes de construction de la MCS.....	9
2.2 <i>Désagrégation de la branche Agriculture et des ménages.....</i>	12
2.2.1 Elaboration de la micro – MCS.....	12
3. Conclusion.....	20
Références bibliographiques	21
Annexe 1: Sources des données des agrégats macroéconomiques et microéconomiques pour la construction de la MCS agrégée	22
Annexe 2: Résultats des estimations économétriques	24
Annexe 3: Désagrégation de la matrice [facteurs – Branches] pour les sous branches de l'agriculture vivrière et de rente (en milliers de FCFA).....	25
Annexe 4: Désagrégation de la matrice [Ménages – Facteurs](en milliers de FCFA)	26

Abstract

This study aims to disaggregate the two agricultural sub-sectors of a 2010 Social Accounting Matrix for Togo using data from 2007. The sub-sectors of interest are subsistence agriculture and export-oriented agriculture. We first split up these sub-sectors into 10 branches related to the main commodities or groups of commodities. Next, using the imputation techniques of Fofana (2006) to allocate the mixed income to labor and capital, we break down the labor factor into six categories by gender, education (unskilled/skilled), and location (urban/rural). The disaggregation of the SAM is effective for: (i) the matrices of production [Branches-Products], factor remuneration [Branches-Factors], factor income [Factors-Households], intermediate consumption [Products-Branches], and final consumption of households and rest of the world and (ii) the matrices of [Taxes on production net of subsidies-Branches] and [Factors-Branches].

Résumé

L'objectif général de l'étude est de désagréger les deux sous-secteurs de l'Agriculture d'une matrice de comptabilité sociale construite en 2010 avec les données de 2007. En effet, les deux sous-secteurs du secteur agricole disponibles dans cette matrice sont: l'Agriculture vivrière et l'Agriculture d'exportation. Le présent travail a permis d'éclater ces 2 sous-secteurs en un total de 10 branches correspondant aux principales spéculations ou groupes de spéculations. Par ailleurs, en utilisant les techniques d'imputation du revenu mixte au travail autonome et au capital de Fofana (2006), le facteur travail a été décomposé en 6 catégories par la combinaison des critères tels que le genre, le niveau d'éducation et le milieu de résidence. La désagrégation de la MCS pour notamment les branches du secteur agricole (notamment les sous-secteurs agriculture vivrière et agriculture d'exportation) en 10 branches a été effective pour les matrices suivantes : (i) les matrices de production [Branches-Produits], de rémunération factorielle [Branches – Facteurs], de revenu de facteurs [Facteurs – Ménages], de CI [Produits – Branches] et de consommation finale des ménages et du Reste du monde; (ii) la matrice [Impôts sur la production nets des subventions – Branches] et la matrice [Facteurs – Branches].

1. Introduction

1.1 Le contexte de l'étude

L'économie du Togo est basée essentiellement sur l'agriculture et l'exploitation des ressources minières représentées notamment par le phosphate et le clinker. L'agriculture togolaise est caractérisée par un faible niveau technique et un faible taux d'équipement des exploitations. Depuis le milieu des années 90, le Produit Intérieur Brut (PIB) agricole a évolué plus rapidement que le PIB. Entre 2002 et 2005, la croissance du PIB était de 3,8 pourcent, tandis que celle du PIB agricole était de 4,4 pourcent. Le secteur primaire est caractérisé par une agriculture de subsistance. Toutes les productions végétales sont l'œuvre du paysan et d'une agriculture essentiellement de type traditionnel et soumise aux conditions climatiques et aux fluctuations des prix. Il en découle un déséquilibre des écosystèmes et la baisse des rendements liés à la diminution constante de la fertilité des sols. Depuis plus de 20 ans, les rendements enregistrés sont restés pratiquement invariables pour les céréales. L'augmentation des productions d'une année sur l'autre provient essentiellement de l'extension des superficies mises en valeur.

L'évolution des principales cultures vivrières en quinze ans est caractérisée par un rythme de croissance peu satisfaisant. La production a connu un net ralentissement depuis 1996 avec un taux moyen passant de 4,8 pourcent, entre 1985 et 1996, à 1,2 pourcent de 1996 à 2003. Mais la performance des différentes productions de céréales ont été très variables. Le maïs (7,6 pourcent) et le riz paddy (9,2 pourcent) ont enregistré les plus fortes croissances tandis que la production de mil a chuté de 4,6 pourcent par an. La production de riz, qui reste encore faible, ne permet pas de combler toute la demande et requiert des importations massives pour combler ce déficit. Le taux moyen annuel de croissance des productions des plantes à racines et tubercules était de 3,1 pourcent entre 1985 et 2003. De même que les céréales, cette croissance est essentiellement due à l'extension des superficies cultivées. La production des légumineuses a connu une croissance annuelle de 0,7 pourcent entre 1985 et 2003. Les superficies cultivées ont augmenté de 1 pourcent par an alors que la productivité a diminué en moyenne de 0,3 pourcent par an. En général, l'extension des superficies cultivées est le facteur le plus important qui a contribué à la croissance de la production des cultures vivrières.

En ce qui concerne les cultures de rente, la production de coton a augmenté de 4,5 pourcent par an (sans gain de rendement) jusqu'en 2005. Les rendements de coton affichés (900 – 1000 kg/ha) sont faibles en raison du non-respect des itinéraires techniques par les producteurs (sous dosage des engrais et insecticides, des semis souvent tardifs et des traitements phytosanitaires non réalisés à temps, faible utilisation des semences améliorées) et de la baisse de fertilité des sols notamment dans le Nord. La production de café a progressé à un rythme de 1,9 pourcent, ainsi que la production de noix de coco, le cacao et le palmier à huile ont en revanche régressé.

La contribution de l'élevage au PIB agricole est de 13 pourcent. La croissance moyenne de la production serait de 3,5 pourcent jusqu'en 1997. Elle s'est ralentie au cours des dernières années, en raison de la baisse de production des petits ruminants et des porcins. La pêche (essentiellement artisanale) contribue

pour 4,0 pourcent dans le PIB agricole. La production halieutique (environ 22.000 tonnes) aurait opéré, un redressement important depuis 1998, après une décennie de décroissance tendancielle. Les productions sylvicoles composent 6 pourcent du PIB agricole primaire. L'abattage anarchique des arbres à des fins agricoles et non agricoles, les feux de brousse et la recherche de bois énergie constituent les causes fondamentales du déboisement.

1.2 La problématique de l'étude

Le Gouvernement togolais n'a pas ménagé ses efforts pour accorder une place de choix à l'Agriculture dans ses mesures de politique économique. C'est ainsi que depuis le milieu des années 90, plusieurs documents en faveur de l'Agriculture ont été élaborés. On peut citer:

- **Une Déclaration de Politique de Développement Agricole (DPDA).** Elle a été élaborée pour la période 1993-1997, puis réajustée pour la période 1996-2000. Cette DPDA, parrainée par la communauté des partenaires au développement, était axée sur trois objectifs principaux ci-après: (1) l'intensification et la diversification de la production agricole; (2) la lutte contre la pauvreté par l'amélioration des revenus des ruraux; et (3) la croissance agricole supportable pour l'environnement. La DPDA précisait en outre un certain nombre d'orientations générales et sectorielles. Un bilan sommaire de la mise en œuvre de la DPDA révèle qu'au plan des orientations générales, les réformes institutionnelles ont été plus ou moins suivies d'effets. Les résultats attendus ne sont cependant pas au rendez-vous en ce qui concerne la plupart des autres orientations.
- **Une Stratégie de Développement du secteur agricole (SDR).** Le gouvernement a initié, avec l'appui de la Banque mondiale et de la FAO, l'élaboration d'une stratégie de croissance du secteur agricole en vue d'actualiser la DPDA, dans la perspective des nouveaux défis (responsabilisation des communautés de base, lutte contre la pauvreté) que doivent relever les acteurs du secteur agricole.
- **La Note de Politique Agricole (NPA).** La Note de Politique Agricole adoptée en décembre 2006 contribue à la mise en œuvre de l'axe 2 du DSRP et a pour objectif principal d'accroître le revenu des exploitants agricoles et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des ruraux, dans des conditions de développement durable, et avec une attention particulière sur les populations les plus pauvres ou les plus vulnérables (notamment les jeunes et les femmes).
- **Le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA).** Il s'agit d'un plan d'opération élaboré et adopté en novembre 2009 qui intègre le Programme national de sécurité alimentaire au Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) considéré comme un pacte ECOWAP/PDDAA. Les options du PNIASA définies de façon à créer les conditions adéquates pour une croissance additionnelle de 1%

à la fois dans l'ensemble des secteurs non agricoles et dans le secteur agricole entraîneraient une baisse du taux de pauvreté de 6,4 points de pourcentage, soit une baisse supplémentaire de 1,3 point de plus que la stratégie portant uniquement sur la croissance agricole. Le PNIA SA, est ainsi de portée globale et formaté à travers le processus participatif autour de cinq sous-programmes, quatorze composantes et une trentaine de lignes d'actions. Il couvre tous les sous-secteurs : production végétale (cultures et sylviculture), animale et halieutique.

Une étude réalisée en 2009 par l'IFPRI (International Food Policy Research Institute) dans le cadre des PNIA des pays de la CEDEAO, a montré que la réduction de moitié des pauvres ruraux nécessiterait une croissance annuelle de 9,6% du secteur agricole d'ici 2015. Ce qui constitue un défi important à relever. Entre 2005 et 2008, la croissance agricole a été de 3,9% au niveau global, dont 4,8% pour la production vivrière. En 2009, la croissance agricole a atteint un niveau record de 8,2%. Ce qui montre que des progrès significatifs peuvent être rapidement réalisés si des actions décisives sont menées. Une croissance annuelle additionnelle et soutenue de 1% de la production agricole vivrière d'ici 2015 permettrait de réduire la pauvreté au niveau national de 4,6% avec une incidence plus forte dans le monde rural.

Toutefois, il y a lieu de relever que ces résultats ont été obtenus en utilisant les données d'une matrice de comptabilité sociale de 2000 (Agbodji et al. 2006) ¹ comportant seulement 5 comptes relatifs au secteur primaire : l'agriculture vivrière, l'agriculture de rente, l'élevage et la forêt et pêche. La nature agrégée des branches de l'Agriculture n'est pas de nature à favoriser une analyse détaillée des impacts ex-post des chocs touchant des spéculations particulières telles que par exemple le maïs, le riz, le coton ou le café. Comparativement aux autres pays de l'UEMOA, le Togo est de loin le seul pays à ne pas disposer d'une MCS désagrégé du moins en partie pour l'Agriculture. Ce travail cherche à combler ce vide.

1.3 Les objectifs de l'étude

L'objectif général de l'étude est de désagréger les deux sous branches de l'Agriculture d'une matrice de comptabilité sociale construite en 2010 avec les données de 2007.

2. Synthèse de l'approche méthodologique

2.1 Méthodologie de construction de la macro-MCS

La matrice de comptabilité sociale est constituée à partir d'un ensemble d'informations provenant d'une part de la comptabilité nationale (plus précisément du Tableau Entrée sortie) et d'autre part d'enquêtes sur les revenus et dépenses des ménages. La particularité de la MCS réside dans sa flexibilité permettant une très grande souplesse dans la désagrégation des activités, des unités institutionnelles et des facteurs

¹ Cette MCS a été construite par l'équipe avec l'appui technique et financier du réseau PEP. La version IFPRI de ladite matrice a été élaborée par Agbodji pour le compte de la CEDEAO.

productifs (Fofana, 2006). Le présent travail cherche à effectuer une désagrégation de la MCS (2007) du Togo, notamment les comptes Agriculture vivrière et Agriculture de rente.

2.1.1 Définition du cadre conceptuel

2.1.1.1 Définition des besoins

Dans le cas précis, le besoin prioritaire auquel la MCS va répondre est l'alimentation du modèle d'équilibre général calculable, en plus de son rôle d'outil d'évaluation d'impacts et de mesure de politiques.

2.1.1.2 Schéma retenu

La figure ci-dessous donne le schéma retenu dans sa forme condensée. Pour finaliser le format de la MCS, il nous faut définir des nomenclatures pour les activités, les biens et services, les facteurs de production et les secteurs institutionnels.

Figure 1 : schéma condensé de la MCS

	Branches d'activité	Produits	Facteurs de production	Secteurs institutionnels	Epargne – investissement	Reste du monde	Total
Branches d'activité		P					
Produits	CI			CF	FBCF+VS	Exportations	
Facteurs de production	RF						
Secteurs institutionnels	IB	IP	Répartition RF	Distribution de revenus		Revenus versés par le RDM	
Epargne -investissement				Epargne		Cap.F+Transferts en capital nets versés	
Reste du monde		Importations		Revenus reçus par le RDM			
Total							

P : Production

CI : Consommations intermédiaires

CF : Consommation finale

FBCF : Formation brute de capitale fixe

VS : Variation des stocks

RF : Rémunération des facteurs de production

IP : Impôts nets sur les produits

IB : Impôts nets sur les branches (impôts d'exploitation)

Cap.F : Capacité de financement

RDM : Reste du monde

2.1.1.3 Définition des nomenclatures

La nomenclature de référence pour les activités est la Nomenclature des Activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA) et celle des produits est la Nomenclature des Produits des Etats Membres d'AFRISTAT (NOPEMA).

➤ Les activités et les produits (biens et services)

La nomenclature des produits a été définie en relation avec les activités. Les produits ont été tout simplement regroupés par activité de production comme c'est le cas de la NOPEMA et de la NAEMA.

La nomenclature des branches d'activité retenue comporte 40 branches d'activités.

➤ Les facteurs de production

Dans la MCS initiale, 4 facteurs ont été retenus. Deux catégories pour le facteur travail et deux autres pour le facteur capital.

Codes facteurs

F1 Travail non qualifié

F3 Travail qualifié

F4 Capital privé

F5 Capital public

➤ Les secteurs institutionnels

La nomenclature des secteurs institutionnels s'établit à 6 secteurs avec un secteur fictif ajouté pour traiter les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM). Le SIFIM est fusionné avec la branche activités financières. Dans le compte de production, le produit SIFIM qui était en production secondaire de la branche activités financières est transféré en production principale c'est-à-dire ajouté au produit « services financiers ». Dans le tableau des consommations intermédiaires, le produit SIFIM de la branche SIFIM est transféré en produit « services financiers » de la branche « activités financières ». Cette opération n'a pas d'incidence sur les emplois du PIB en services financiers étant donné que c'est le même montant qui est ajouté à la production de services financiers de la branche activité financières et à la consommation en services financiers de la branche activités financières.

Le poste correction territoriale du TRE de base est renseigné par le poste « service fournis ou reçus par les administrations » de la balance des paiements. Ce poste est donc renseigné seulement au niveau des importations et des exportations et le solde est consommé par les ménages. L'objectif du traitement est de faire disparaître la correction territoriale du TRE. Le produit correction territoriale est transféré en importation et exportation au produit « administration publique » pour les ressources. Quant aux emplois, on a fait consommer le solde aux administrations publiques (CF publique) alors que dans le TRE de base ce sont les ménages qui l'ont consommé (CF ménages).

Egalement le terme « administrations publiques » a été préféré à celui de « Gouvernement » utilisé dans d'autres MCS. En effet, le secteur des administrations publiques prend un compte non seulement l'administration centrale, mais en plus les administrations locales (préfectures, mairies), les administrations de sécurité sociale et les ODAC (organismes divers de l'administration).

Codes Secteurs institutionnels

- I1 Ménages
- I2 Entreprises non financières
- I3 Entreprises financières
- I4 Administrations Publiques
- RDM Reste du monde

2.1.1.4 Les données utilisées pour l'élaboration de la MCS

➤ Les données des comptes nationaux

Les comptes nationaux de 2007 ont été finalisés en 2010 et le TRE et le TCEI (Tableau des Comptes Economiques Intégrés) sont disponibles. Le TRE est nécessaire au remplissage du bloc des comptes des activités et des produits non couverts par le TRE. Quant au TCEI, il va servir à renseigner le compte des secteurs institutionnels et du reste du monde.

En plus des deux principaux tableaux des comptes nationaux, des extractions ont été faites de la base des données des comptes pour disposer du détail sur les flux de revenu et de capital entre les secteurs institutionnels.

➤ Les données du QUIBB 2006

L'enquête sur les conditions de vie des ménages a été réalisée en 2006 par la Direction Générale des Statistiques. C'est la dernière enquête ménage ayant couvert les dépenses et les revenus des ménages et dont les résultats sont disponibles lors de la construction de la MCS.

2.1.2 Etapes de construction de la MCS

2.1.2.1 Catégories de ménages

Six (6) catégories de ménages ont été retenues : salariés du public, salariés du privé formel, salariés du privé informel, agriculteurs indépendants, indépendants et employeurs non agricoles, et inactifs). L'une des étapes de la catégorisation a été de trouver une correspondance entre les branches de la MCS et les activités disponibles dans l'enquête ménage.

Les dépenses courantes des ménages sont composées de leurs consommations privées, impôts directs et transferts versés. La consommation des différents groupes de ménages a été calculée à partir des données de l'Enquête QUIBB en recourant à la répartition des dépenses des groupes de ménages selon le type de produit.

Suivant Fofana (2006), lorsque les deux bases de données (enquête et MCS) sont différentes, le réarrangement des branches et des produits d'activité peut se faire par soit une simple agrégation des comptes de l'enquête et leur intégration dans la MCS est adoptée, soit des clés d'imputations sont élaborées à partir des données de l'enquête pour désagréger les comptes de la MCS. Dans le présent travail, c'est la première solution qui a été retenue.

Le volet Revenu et dépenses de l'enquête QUIBB a fourni les dépenses de consommation des 7500 ménages enquêtés. Ces dépenses qui ont été annualisées portent aussi bien sur les biens durables, l'autoconsommation, les dépenses courantes de consommation du ménage que les dépenses moins courantes de consommation du ménage. Il faut noter que les produits qui ont fait l'objet de ces dépenses sont classés suivant une nomenclature bien détaillée qui comprend les 17 groupes suivants: 1-Céréales, farines et produits à base de céréales 2- Racines et tubercules, farines et produits à base de tubercules 3- Légumineuses et noix 4- Fruits 5- Légumes 6- Aliments préparés hors du ménage 7- Viandes, volailles et poissons 8- Produits d'origine animale 9- Huiles et matières grasses 10- Sucre, produits sucrés, existants, boissons, tabacs 11- Conserves et condiments 12- Articles personnels (dépenses hors scolarisation)/jeux 13- Produits de toilettes et d'entretien 14- Logement, électricité et autres énergies, Eau 15- Transports et communications 16- Services domestiques 17- Services pour l'habitation à l'exception des services domestiques

Le rapport sur le profil de la pauvreté et de la vulnérabilité au Togo a caractérisé chacun des 7500 ménages en 5 catégories: salarié du secteur public; salarié du secteur privé; indépendants agricoles; 0 autres indépendants; Inactifs. Une sixième catégorie y est ajoutée dans le cadre de la MCS. Il s'agit des salariés du secteur privé informel.

L'enquête a servi juste à éclater chaque poste de dépenses suivant les types de ménage identifiés. Les étapes sont les suivantes:

- ✓ **Etape 1:** introduction d'une nouvelle variable dans les fichiers des dépenses. Il s'agit de la variable « Ménages avec 6 modalités correspondantes aux 6 catégories de ménages retenus ». Ainsi à chaque type de dépense est associé un type de ménage.
- ✓ **Etape 2:** Etablissement d'un tableau de passage entre les produits de consommation de l'enquête et les produits des comptes nationaux. Ceci a permis de disposer d'une structure de consommation dans la nomenclature comptabilité nationale suivant le type des ménages.
- ✓ **Etape 3:** Projection de la structure. Le niveau de la dépense de consommation pour chaque produit est maintenu et la structure obtenue à l'étape 2 est utilisée pour l'éclatement suivant les types de ménages. Il faut noter qu'il a y eu des produits des comptes nationaux qui n'ont pas

fait objet de l'enquête. La structure des produits proches ou de l'économie dans son ensemble a été utilisée pour l'éclatement.

2.1.2.2 Flux de production et de revenus

➤ Activités de production

Dans le TRE de 2007, la production est divisée en 40 branches d'activités. Pour la construction de notre MCS, le secteur tertiaire est agrégé. Le secteur primaire est décomposé en cinq sous-secteurs. Le secteur secondaire comporte 18 sous-branches. Le secteur des services regroupe les services marchands (14 sous-branches) et les services non marchands.

La matrice des activités de production sera évaluée au coût des facteurs tandis que celle des comptes de produits qui constituent les productions est exprimée au prix du marché une fois qu'on ajoute aux premières composantes les impôts nets de subventions. Toutes ces données sont tirées du TRE.

➤ Paiement des facteurs

Les paiements des facteurs sont constitués des salaires et de l'excédent brut d'exploitation. Dans le TRE (2007) ces données sont disponibles pour chaque branche. Ici également les données de l'Enquête QUIBB ont servi à déterminer les revenus du facteur capital affecté à chaque groupe de ménages. Les revenus de la propriété sont utilisés comme proxy pour évaluer la part de la rémunération du capital destinée à chaque groupe de ménage.

➤ Transferts

Les ménages reçoivent des transferts sous diverses formes, notamment les prestations sociales versées par les entreprises, l'Etat, les transferts inter-ménages et les transferts reçus des non-résidents. Les données agrégées (par institutions) sur les prestations sociales versées sont disponibles dans le tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) de 2007. Il en est de même des transferts courants reçus et versés par les institutions dont le reste du monde. Les ratios tirés de l'Enquête QUIBB ont permis de ventiler ces agrégats par groupe de ménages.

➤ Compte de l'Etat

Les recettes de l'Etat sont constituées des impôts directs et indirects ainsi que des transferts reçus du reste du monde. S'agissant des dépenses de l'Etat, on y inclut la consommation finale et les transferts versés aux autres institutions. Les impôts indirects (taxes sur les produits et les échanges extérieurs) sont disponibles par branche d'activités dans le TRE. Les impôts sur les revenus et le patrimoine sont contenus dans le TCEI.

➤ Compte de capital

Les comptes de capital des différents secteurs comportent la formation brute de capital fixe net de la variation des stocks. Les données sur ce compte sont tirées du TRE.

➤ Compte Reste du monde

Ce compte inclut dans la MCS prend en compte la nature ouverte de l'économie togolaise étant donné l'existence des échanges entre le Togo et le reste du monde. A cet effet, les produits des branches des secteurs de production peuvent être l'objet d'exportation. De même, le marché domestique regorge de

produits importés. Il existe une répartition des importations et des exportations selon les branches d'activités dans le TRE.

➤ **Compte accumulation**

Il est un compte résiduel pour assurer l'équilibre des comptes pour tous les produits concernés. A cet effet, la cohérence interne du système est assurée si la somme des investissements est égale à la somme des épargnes des institutions.

2.2 Désagrégation de la branche Agriculture et des ménages

➤ **La branche Agriculture a été désagrégée comme suit:**

AGRICULTURE VIVRIERE	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE
	Maïs
	Riz paddy
	Mil et sorgho
	Tubercules
	Légumes et fruits
	Autres vivriers
CULTURE DE PDTS POUR L'INDUSTRIE ET L'EXPORTATION	PDTS AGRICOLES POUR L'INDUSTRIE OU L'EXPORTATION
	Cacao
	Café
	Coton
	Autres produits d'exportation

Les autres branches de l'économie sont restées sans changement. Il s'agit notamment

- (i) 6 branches d'activités du secteur secondaire: 1 branche d'activités d'extraction, 1 branche d'activités de production d'électricité, gaz et eau, 1 branche d'activités de construction (bâtiments et travaux publics), et 3 branches pour l'industrie manufacturière;
 - (ii) 8 branches d'activités relevant du secteur tertiaire, entre autres transport, réparation, éducation, santé, services marchands et services non marchands...
- De même, les ménages ont été scindés en 6 groupes au lieu de 2. On a : les ménages salariés du public, les ménages salariés du privé formel, les ménages indépendants agricoles, les ménages salariés de l'informel, les ménages indépendants non agricoles et les inactifs.

2.2.1 Elaboration de la micro – MCS

2.2.1.1 Désagrégation des comptes production et consommations intermédiaires

Les montants globaux de la production et des consommations intermédiaires de l'Agriculture issues de la macro-MCS ont été éclatés pour obtenir les matrices de production et de CI et la matrice des Impôts sur la production nets des subventions. Pour chacune des sous branches de l'Agriculture, la clé de répartition a été tirée des Ensemble Ressources Emploi- ERE de 2009 produit par la Direction Générale des Statistiques et de la Comptabilité Nationale (DGSCN). En effet, la DGSCN a construit des ERE des grands groupes de spéculations de l'agriculture vivrière et de l'agriculture de rente. Ces ERE

comportent des statistiques sur les variables telles que la production marchande et non marchande, les consommations intermédiaires, les marges de commerce, les consommations, etc...

Tableau 1: Part des productions par spéculation dans le total de la production agricole

	Mais	Riz	Mil	Tuber	Légumes	AutViv	Cacao	Café	Coton	Autexp
Part (%)	14	3	7	31	22	23	17	15	27	41

Source: DGSCN (2012)

Production totale Agriculture vivrière = 364236 (en milliers de FCFA)

Production totale Agriculture rente = 33990 (en milliers de FCFA)

D'où la désagrégation suivante:

Tableau 2: Valeur des productions par spéculation dans les sous-secteurs agriculture vivrière et de rente (en milliers de FCFA)

	Produit céréalier maïs	Produit céréalier riz paddy	Produit céréalier mil & sorgho	Produit vivrier tubercules	Produit vivrier légumes et fruits	Produit autres vivriers	Cacao	Café	Coton graine	Autres produits d'exportation
maïs	49 945									
riz paddy		10 181								
mil & sorgho			26 572							
tubercules				111 194						
légumes et fruits					81 883					
autres vivriers						84 460				
Cacao							5 673			
Café								5 108		
Coton graine									9 167	
Autres produits d'exportation										14 043

Source: DGSCN (2012), UEMOA (2012) et calcul de l'auteur

Les CI des branches Agriculture vivrière et Agriculture d'exportation ont été éclatées. La décomposition des CI a été obtenue en s'appuyant sur des études relatives aux coûts des intrants pour différentes cultures. A cet effet, des proportions moyennes ont été calculées pour chaque sous branche.

Tableau 3: Part du produit utilisé comme CI dans la branche Agriculture

	Mais	Riz	Mil	Tuber	Légumes	Autres Viv	Cacao	Café	Coton	Aut export
Part (%)	20	12	14	25	12	7	25	20	35	20

Source: DGSCN (2012)

La désagrégation obtenue se présente comme suit:

Tableau 4: Valeur de la consommation intermédiaire des sous branches agriculture vivrière et agriculture de rente (en milliers de FCFA)

	Culture céréalière maïs	Culture céréalière riz paddy	Culture céréalière mil & sorgho	Culture vivrière tubercules	Culture vivrière légumes et fruits	Culture autres vivriers	Cacao	Café	Coton graine	Autres produits d'exportation
Produit céréalier maïs	127									
Produit céréalier riz paddy		1 596								
Produit céréalier mil & sorgho			160							
Produit vivrier tubercules				9 142						
Produit vivrier légumes et fruits					1 346					
Produits autres vivrières						12 900				
Cacao							29			
Café								24		
Coton graine									41	
Autres produits d'exportation										24
Produits sylviculture exploitation forêt, services annexes										83
Produits de l'industrie agroalimentaire							58	39	155	136
Textiles et articles d'habillement, articles							122	81	325	284
Produits des autres activités industrielles	918	835	1 163	564	958		980	588	2 155	196
Electricité, gaz et eau						14			20	6
Commerce	3 089	1 474	3 260	2 650	2 387	35 538	1 514	1 225		4 469
Services de transports et de communications						411	11	14	20	11
Autres services						2				2

Source: République du Togo (2013a, 2013b et 2013c) et calcul de l'auteur

2.2.1.2 Désagrégation des comptes facteurs

➤ Cas de la décomposition de la matrice [Facteurs – Branches]

En nous référant à Fofana (2006), une imputation du revenu mixte au travail autonome et au capital par branche d'activité a été effectuée. Une fois la correspondance entre les branches de la MCS et les activités disponibles dans l'enquête ménage établie, les six étapes suivantes ont été suivies:

- ✓ **Etape 1:** Définition des critères de décomposition du facteur travail (par exemple selon la qualification (en considérant le nombre d'années d'études) et/ou le genre, le milieu de résidence). Pour le cas présent, la décomposition finale du facteur travail est la suivante:

Facteur Travail	Education	Genre	Milieu de résidence
Travail rural femme salariée		Femme	Rural
Travail rural homme salarié		Homme	Rural
Travail urbain femme salariée qualifiée	Avoir fait le lycée ou le supérieur	Femme	Urbain
Travail urbain femme salariée non qualifiée	Sans instruction ou avoir fait le maternel, le primaire ou le secondaire	Femme	Urbain
Travail urbain homme salarié qualifié	Avoir fait le lycée ou le supérieur	Homme	Urbain
Travail urbain homme salarié non qualifié	Sans instruction ou avoir fait le maternel, le primaire ou le secondaire	Homme	Urbain

- ✓ **Etape 2:** Calcul du revenu d'emploi réel des salariés selon les branches d'activités

Revenu d'emploi réel des salariés					
Branches	Total	TR1	TR2	...	TRn
B1					
B2					
...					
Bn					
Ensemble					

- ✓ **Etape 3:** Calcul du revenu d'emploi implicite des autonomes. Pour ce faire, l'une des méthodes consiste à estimer ce revenu étant donné les caractéristiques de l'individu. La technique d'estimation économétrique retenue ici est celle de Heckman en deux étapes qui permet de corriger le biais de sélection. Ainsi, dans une première étape, une estimation de type probit a été conduite pour expliquer la participation au marché du travail par des facteurs tel que l'âge, le niveau d'éducation, le milieu de résidence, le genre, le nombre d'enfants de moins de 5 ans, le niveau d'éducation de la femme de l'individu. La deuxième étape consiste maintenant à régresser le log du revenu salarial sur l'âge, l'expérience (le carré de l'âge), le niveau d'éducation, le milieu de résidence, le genre, la région de résidence. Une fois l'estimation économétrique faite et tout en vérifiant que le coefficient relatif au ratio de Mills est significatif statistiquement (voir résultats en annexe), une prévision du revenu d'emploi implicite des autonomes a été calculée. Il s'ensuit une répartition du total de ce revenu d'emploi implicite des autonomes selon les branches. Ce qui permet de construire le tableau suivant:
- ✓ **Etape 4:** Calcul du revenu implicite du capital des autonomes. Ce revenu est obtenu en soustrayant du revenu d'activité déclaré des autonomes le revenu d'emploi implicite autonome d'une part et le loyer de la terre d'autre part. A cette étape, certains revenus du capital peuvent être négatifs. Il y a lieu de procéder donc à un ajustement de ce revenu soit en annulant les

valeurs négatives soit le faire pour le dernier décile et ajuster aussi les autres. C'est la première solution qui a été utilisée ici. Une fois l'ajustement réalisé, on calcule le total de ce revenu selon les branches. Ce qui donne le tableau suivant:

Revenu implicite du capital des autonomes	
Branches	Revenu implicite du capital
Branche_1	
Branche_2	
...	
Branche_n	
Ensemble	

- ✓ **Etape 5:** Calcul du total des revenus factoriels par branche. On considère ici l'ensemble des revenus factoriels (revenu d'emploi des salariés, revenu d'emploi implicite des autonomes et revenu implicite du capital des autonomes) par branche. Ce qui donne un tableau qui peut avoir la présentation suivante:

Branches	Revenu du capital des autonomes	Revenu d'emploi des autonomes				Revenu d'emploi des salariés				
		travail rural femme autonome	travail rural homme autonome	..	travail urbain femme autonome non qualifiée	travail rural femme salariée	travail rural homme salarié	..	travail urbain femme salariée non qualifiée	Total
Branche_1	X1	X2	X3	..	Xn	Xn+1	Xn+2	...	Xn+n	$\sum X$
Branche_2	Y1	Y2	Y3	..	Yn	Yn+1	Yn+2	...	Yn+n	$\sum Y$
...
Branche_n	Z1	Z2	Z3	...	Zn	Zn+1	Zn+2	...	Zn+n	$\sum Z$
Ensemble	$\sum F1$	$\sum F2_{aut}$	$\sum F3_{aut}$	...	$\sum Fn_{aut}$	$\frac{\sum F2_{sa}}{1}$	$\sum F3_{sal}$	...	$\sum Fn_{sal}$	

- ✓ **Etape 6:** Pour chaque branche et chaque type de facteur, il est calculé la part de la valeur du facteur X_i de la branche Y_j dans le total de la branche. C'est cette part qui constitue la clé de répartition pour la désagrégation de la matrice [Facteurs – Branches].

Branches	Revenu du capital des autonomes	Revenu d'emploi des autonomes				Revenu d'emploi des salariés				
		travail rural femme autonome	travail rural homme autonome	..	travail urbain femme autonome non qualifiée	travail rural femme salariée	travail rural homme salarié	..	travail urbain femme salariée non qualifiée	Total
Branche_1	A%	B%	C%	D%	E%	F%	G%	H%	I%	100%
Branche_2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	100%
...										100%
Branche_n										100%
Ensemble										

Ainsi pour l'ensemble des branches (dont les 10 sous branches de l'agriculture), les clés de répartition sont contenues dans l'annexe 3.

➤ Cas de décomposition de la matrice [Ménages – Facteurs]

Pour la décomposition de la matrice [Ménages – Facteurs], toutes les étapes en vue de la décomposition précédentes ont été reprises à l'exception de l'étape 4 (celle relative au calcul du revenu de capital implicite) d'une part et avec comme variable d'intérêt cette fois-ci le type de ménage d'autre part. Ce qui donne aux étapes 5 et 6 les tableaux respectifs ci-dessous:

Ménages	Revenu d'emploi des autonomes				Revenu d'emploi des salariés			
	travail rural femme autonome	travail rural homme autonome	..	travail urbain femme autonome non qualifiée	travail rural femme salariée	travail rural homme salarié	..	travail urbain femme salariée non qualifiée
Salariés du public	A2	A3	..	An	An+1	An+2	...	An+n
Salariés du privé formel	B2	B3	..	Bn	Bn+1	Bn+2	...	Bn+n
Salariés du privé informel	C2	C3	..	Cn	Cn+1	Cn+2	...	Cn+n
Agriculteurs Indépendants	D2	D3	..	Dn	Dn+1	Dn+2	...	Dn+n
Indépendants et employeurs non agricoles	E2	E3	..	En	En+1	En+2	...	En+n
Inactifs	J2	J3	..	Jn	Jn+1	Jn+2	...	Jn+n
Ensemble	$\sum F2_{aut}$	$\sum F3_{aut}$	...	$\sum Fn_{aut}$	$\sum F2_{sal}$	$\sum F3_{sal}$	...	$\sum Fn_{sal}$

- ✓ **Etape 6:** Pour chaque type de ménage et chaque type de facteur, il est calculé la part de la valeur du facteur X_i du ménage M_j dans le total du ménage. C'est cette part qui constitue la clé de répartition pour la désagrégation de la matrice [Ménages – Facteurs]. Ainsi pour l'ensemble des branches (dont les 10 sous branches de l'agriculture), les clés de répartition sont contenues dans l'annexe 4.

Ménages	Revenu d'emploi des autonomes				Revenu d'emploi des salariés			
	travail rural femme autonome	travail rural homme autonome	..	travail urbain femme autonome non qualifiée	travail rural femme salariée	travail rural homme salarié	..	travail urbain femme salariée non qualifiée
Salariés du public	a2%	a3%	..%	an%	an+1%	an+2%	...	an+n%
Salariés du privé formel	b2%	b3%	..%	bn%	bn+1	bn+2	...	bn+n%
Salariés du privé informel	c2%	c3%	..%	cn%	cn+1	cn+2	...	cn+n%
Agriculteurs Indépendants	d2%	d3%	..%	dn%	dn+1	Dn+2	...	dn+n%
Indépendants et employeurs non agricoles	e2%	e3%	..%	en%	en+1	En+2	...	en+n%
Inactifs	j2%	j3%	..%	jn%	jn+1%	jn+2%	...	jn+n%
Ensemble	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

2.2.1.3 Désagrégation des comptes dépenses de consommation des ménages

La consommation des différents groupes de ménages des produits issus des 10 sous branches a été calculée à partir des données de l'Enquête QUIBB de 2006 en recourant à la répartition des dépenses des deux groupes de ménages selon le type de produit.

Tableau 5: Part des dépenses de consommation des ménages

	Salariés du public	Salariés du privé formel	Salariés du privé informel	Agriculteurs Indépendants	Indépendants et employeurs non agricoles	Inactifs
Produit céréalier maïs	6,4	5,8	7,5	9,2	7,5	10,0
Produit céréalier riz paddy	2,8	2,2	5,4	2,4	2,4	2,8
Produit céréalier mil & sorgho	3,0	1,1	3,5	10,8	2,9	6,9
Produit vivrier tubercules	38,3	31,1	40,9	32,5	36,3	38,0
Produit vivrier légumes et fruits	25,2	25,8	20,2	24,5	26,8	28,3
Produit autres vivriers	24,4	34,1	22,5	20,5	24,1	14,0

Source : Enquête QUIBB de 2006 et Calcul de l'auteur

D'où il ressort le compte dépenses de consommation désagrégé suivant:

Tableau 6: Valeur des dépenses de consommations selon le type de ménages (en milliers de FCFA)

	Salariés du public	Salariés du privé formel	Salariés du privé informel	Agriculteurs Indépendants	Indépendants et employeurs non agricoles	Inactifs
Produit céréalier maïs	647	3299	770	14392	1019	2696
Produit céréalier riz paddy	286	1235	550	3779	327	757
Produit céréalier mil & sorgho	297	605	354	16931	399	1850
Produit vivrier tubercules	3851	17681	4194	50857	4938	10231
Produit vivrier légumes et fruits	2531	14685	2076	38268	3651	7634
Produit autres vivriers	2450	19392	2308	32052	3280	3768
Cacao						
Café						
Coton graine						
Autres produits d'exportation	81	363	73	3 610	123	453

Source : Enquête QUIBB de 2006 et Calcul de l'auteur

2.2.1.4 Désagrégation des comptes commerce extérieur

Les produits des 10 sous branches de l'Agriculture peuvent être l'objet d'exportation et d'importation. La clé de répartition de ces importations et exportations est la part de ces échanges dans la branche. Cette information a été tirée des statistiques sur le commerce extérieur de 2007.

Tableau 7: Valeur des exportations et des importations de produits des sous branches de l'Agriculture (en milliers de FCFA)

Produits	Exportations	Importations
Produit céréalier maïs	1	47
Produit céréalier riz paddy	-	
Produit céréalier mil & sorgho	-	
Produit vivrier tubercules	3	359
Produit vivrier légumes et fruits	55	523
Produit autres vivriers	72	12230
Cacao	5250	
Café	4298	
Coton graine	3185	
Autres produits d'exportation	8218	

Source : DGSCN (2011) et Calcul de l'auteur

3. Conclusion

L'objectif général de l'étude est de construire une matrice de comptabilité sociale dans laquelle deux principaux sous-secteurs de l'Agriculture, notamment l'Agriculture vivrière et l'Agriculture de rente, ont été désagrégés en 10 branches agricoles en utilisant une MCS agrégée de 2007. Par ailleurs, le facteur travail initialement éclaté en travail qualifié et travail non qualifié a été décomposé en 6 catégories de facteur travail. Cette MCS rend possible des analyses d'impact de politiques, notamment les effets potentiels des mesures actuellement en vigueur dans le cadre du Programme National d'Investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA).

Références bibliographiques

- Agbodji E.A., Abalo K., Yovo K., Agbodji K. et Johnson A. (2009), « Stratégie sectorielle et Pauvreté : cas du Togo ». P R –MPIA Cahier de recherche 2010–10676.
- DGSCN (2012) « ERE en valeur en année de base des produits vivriers et des produits de rente », Document de travail, Campagne TG_CN2007, Lomé.
- DGSCN (2011) « Statistiques du Commerce Extérieur du Togo », Lomé.
- Fofana, I. (2006), « Élaborer une Matrice de Comptabilité Sociale Pour l'Analyse d'Impacts des Chocs et Politiques Macroéconomiques », Réseau PEP, Université de Laval, <http://www.pep-net.org/NEW-PEP/Group/MPIA/mpia-train/mpia-tran.htm>.
- IFPRI (2010), « Investissements Agricoles et Croissance Economique en vue de la Réduction de Pauvreté : cas du Togo », Août.
- PNUD (2012), « Analyse de l'impact de la hausse mondiale des prix et des politiques de réponse du Gouvernement sur la pauvreté », Projet PSIA-Togo, Juin.
- République du Togo (2013a), « Etude de la filière du riz au Togo », MAEP, Projet PNIASA, Volet PADAT
- République du Togo (2013b), « Etude de la filière du manioc au Togo », MAEP, Projet PNIASA, Volet PADAT
- République du Togo (2013c), « Etude de la filière du maïs au Togo », MAEP, Projet PNIASA, Volet PADAT
- République du Togo (2010), « Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire », Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.
- République Togolaise et FAO (2009), « Analyse de la situation du secteur de l'alimentation et de l'agriculture au Togo à la suite de la flambée des prix des produits de base ».
- UEMOA (2012), « Construction de la MCS du Togo », Phase 1, version finale, octobre.

Annexe 1: Sources des données des agrégats macroéconomiques et microéconomiques pour la construction de la MCS agrégée

Agrégats macroéconomiques	Source macro	Agrégats micro	Sources micro
CI	Estimation	Matrice des CI	TRE 2000
VA	PRECOMAT	Travail	Structure du bas du TRE entre EBE et RS
		Capital	Structure du bas du TRE entre EBE et RS
		Travail par branche et par type qualification	enquête ménages pour la qualification, structure du TRE 2000 pour les branches
		Capital par branche et par secteur public, privé	CCF pour le public et structure TRE 2000 pour le privé
Impôts sur production	TOFE, PRECOMAT	Impôts par branche d'activité	DGI ou à défaut la structure du TRE 2000
Production	estimation CI + VA	Matrice de production	Structure du TRE 2000
TVA	TOFE, PRECOMAT	TVA par produit	Base du CE ou à défaut structure du TRE
Autres impôts sur les produits nets des subventions	TOFE, PRECOMAT	Autres impôts par produit	Base du CE ou à défaut structure du TRE
Impôts sur les importations (hors TVA)	TOFE, PRECOMAT	Impôts sur imports par produit	Base du CE ou à défaut structure du TRE
Impôts sur les exportations	TOFE, PRECOMAT	Impôts sur exports par produit	Base du CE ou à défaut structure du TRE
Importations	BdP, PRECOMAT	importations par produit et par provenance	Base du CE, document commerce extérieur BCEAO, BdP
Profits non distribués (part de l'EBE versée aux entreprises)	EBE - CCF publique		
Rémunération des salariés	ligne VA		RS par type de ménage et qualification
CCF des APU			
Revenus de la propriété distribués par les firmes aux ménages	solde pour obtenir l'équilibre du compte des ménages	Revenus par type de ménage	Structure du revenu mixte par type de ménage (enquête ménages)
Impôts sur le revenu des entreprises	TOFE (BIC, IS,IMF)		

Agrégats macroéconomiques	Source macro		Agrégats micro	Sources micro
Epargne des entreprises	Structure du revenu disponible (ménages et entreprises)			
Revenus des facteurs versés par les entreprises au RDM	BdP, PRECOMAT		Revenus versés par destination	BCEAO
Transferts versés par les entreprises au RDM	BdP		transferts versés par destination	BCEAO
Consommation finale des ménages	PRECOMAT		CF des ménages par produit	Structure du TRE2000, enquête ménages
Impôts sur le revenu des ménages	TOFE(IRPP,IMF-PP,TCS,TPU)		Impôts sur le revenu par CSP	TOFE (structure des salaires public-privé)
Epargne des ménages	Structure du revenu disponible (ménages et entreprises)		Epargne par type de ménage	structure des biens durables (enquête ménages)
Consommation publique	PRECOMAT		Consommation par produit	
Transferts versés par le GVT aux ménages	Solde du compte du gouvernement			
Epargne publique	TOFE (solde courant)			
Investissement public	PRECOMAT		investissement public par produit	Structure du TRE 2000
Investissement privé	PRECOMAT		Investissement privé par produit	Structure du TRE 2000
Total Investissement				
Total variation des stocks				
Exportations	BdP, PRECOMAT		exportations par produit et par destination	Base du CE, document commerce extérieur BCEAO, BdP
Transferts reçus par les ménages du RDM	BdP, BCEAO		transferts reçus par pays de provenance	BCEAO
Transferts reçus par le GVT du RDM	BdP, TOFE		transferts reçus par pays de provenance	BCEAO
Epargne du reste du monde	BdP (Solde de la balance courante)		épargne du reste du monde par pays	Structure des importations

Annexe 2: Résultats des estimations économétriques

heckman logsal hage heduc agecarre region2 region3 region4 region5 region6 urbrur, select (participation tm5a c4f1 c4f2 c4f3 heduc hage) twostep

```

Heckman selection model -- two-step estimates   Number of obs   =       7500
(regression model with sample selection)       Censored obs    =       4778
                                                Uncensored obs  =       2722
                                                Wald chi2(9)   =       742.56
                                                Prob > chi2    =       0.0000
    
```

	logsal |	Coef.	Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf. Interval]	
-----+-----							
logsal |							
	hage |	.0690093	.0087161	7.92	0.000	.0519261	.0860926
	heduc |	.2027086	.0480359	4.22	0.000	.10856	.2968572
	agecarre |	-.0006304	.0000921	-6.85	0.000	-.0008109	-.0004499
	region2 |	.0356475	.080326	0.44	0.657	-.1217885	.1930835
	region3 |	-.4369206	.078096	-5.59	0.000	-.5899859	-.2838553
	region4 |	-.6431381	.0733219	-8.77	0.000	-.7868464	-.4994298
	region5 |	-.6126931	.081607	-7.51	0.000	-.77264	-.4527463
	region6 |	-1.090905	.1004663	-10.86	0.000	-1.287815	-.8939946
	urbrur |	.6495916	.0592959	10.96	0.000	.5333738	.7658093
	_cons |	10.43896	.3843448	27.16	0.000	9.685657	11.19226
-----+-----							
select |							
	participat~n |	.3372874	.0509987	6.61	0.000	.2373318	.4372431
	tm5a |	-.006842	.0168927	-0.41	0.685	-.0399511	.0262672
	c4f1 |	.2720336	.4955656	0.55	0.583	-.699257	1.243324
	c4f2 |	.2024699	.0393872	5.14	0.000	.1252724	.2796674
	c4f3 |	.1893401	.0511901	3.70	0.000	.0890094	.2896708
	heduc |	.2891694	.0123341	23.44	0.000	.264995	.3133438
	hage |	-.0003976	.0011969	-0.33	0.740	-.0027436	.0019484
	_cons |	-1.153764	.0900369	-12.81	0.000	-1.330234	-.9772953
-----+-----							
mills |							
	lambda |	-.3985334	.2293424	-1.74	0.082	-.8480362	.0509694
-----+-----							
	rho |	-0.35117					
	sigma |	1.1348672					
	lambda |	-.3985334	.2293424				
-----+-----							

Annexe 3: Désagrégation de la matrice [facteurs – Branches] pour les sous branches de l’agriculture vivrière et de rente (en milliers de FCFA)

	Culture céréalière maïs	Culture céréalière riz paddy	Culture céréalière mil & sorgho	Culture vivrière tubercules	Culture vivrière légumes et fruits	Cultures autres vivrières	Cacao	Café	Coton graine	Autres produits d’exportation
Travail rural femme salariée	6 191	739	2 293	13 728	14 829	4 748	393	599	648	1 386
Travail rural homme salarié	7 814	988	2 952	17 869	17 011	5 475	462	633	779	1 275
Travail urbain femme salariée qualifiée	396	31	153	342	742	195	-	-	-	122
Travail urbain femme salariée non qualifiée	434	9	91	394	630	170	-	-	8	-
Travail urbain homme salarié qualifié	425	17	117	651	594	146	-	-	-	62
Travail urbain homme salarié non qualifiée	758	49	466	1 357	1 630	314	-	-	3	112
Capital privé	29 792	4 443	15 916	64 496	41 756	24 547	2 104	1 905	5 013	5 871

Annexe 4: Désagrégation de la matrice [Ménages – Facteurs](en milliers de FCFA)

Ménages	travail rural femme	travail rural homme	travail urbain femme qualifiée	travail urbain femme non qualifiée	travail urbain homme qualifié	travail urbain homme non qualifié
Salariés du public	1 961	17 980	22 245	2 480	42 995	7 383
Salariés du privé formel	1 275	4 714	8 415	3 005	19 593	8 996
Salariés du privé informel	2 035	4 177	-	639	135	1 000
Agriculteurs Indépendants	31 086	82 686	-	1 248	1 045	6 695
Indépendants et employeurs non agricoles	23 743	17 703	3 461	26 347	11 867	37 916
Inactifs	10 682	9 780	9 895	7 143	12 874	15 757